

La République Arabe Unie.

En 1958, dans un contexte tendu de Guerre froide durant depuis déjà une décennie, une tentative d'union entre deux Etats voit le jour au Moyen-Orient : la République Arabe Unie, ou RAU. Projet de fusion entre l'Egypte et la Syrie, cette brève république ne dura que trois ans, de sa proclamation le 1er février 1958 à sa fin le 28 septembre 1961, lorsque la Syrie annonça son retrait. Officiellement, elle dura jusqu'en 1971 car l'Egypte conserva ce nom jusqu'à cette date, avant de devenir la République Arabe d'Egypte, mais le projet était déjà enterré depuis 10 ans à ce moment. En théorie, cette union semblait avoir toutes les raisons de réussir ; elle était populaire en Egypte et en Syrie, mais aussi dans tout le Moyen-Orient, où on l'acclamait et la désirait. Pourtant, des tensions sont très vite apparues, au sein de l'union et à l'extérieur, et la RAU s'effondre seulement trois ans après sa proclamation, marquant par la même occasion la fin du rêve d'unification panarabiste au Moyen-Orient.

En quoi l'expérience de la République Arabe Unie, projet panarabiste d'union entre l'Egypte et la Syrie, montre-t-elle en réalité les dérives autoritaires du régime nassérien, et l'échec d'une coopération durable ?

I/ Les causes de l'union

II/ 1958-1961 : une brève expérience

III/ Conséquences réelles et ambitions futures

I/A. La montée du panarabisme

Le panarabisme est un mouvement politique visant à unifier les peuples arabes, émergeant à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, incarné par des figures comme le chérif de la Mecque Hussein ben Ali (1853-1931). Selon ce mouvement, les facteurs d'unité culturels, historiques et linguistiques du monde arabe devraient se traduire en une union politique. Ce sentiment fut exacerbé à partir de la chute de l'Empire ottoman et de l'apparition du système de mandats au Moyen-Orient, contexte dans lequel un grand nombre d'Etats prirent leur indépendance vis-à-vis des puissances européennes. Ainsi, l'Egypte devint officiellement indépendante en 1922, mais reste sous contrôle britannique jusqu'en 1952, date de la chute de la monarchie de Farouk Ier soutenu par le Royaume-Uni. Quant à la Syrie, elle est indépendante depuis 1946, mais reste très instable : entre 1946 et 1958, elle subit quatre coups d'Etat, trois en 1949 et un en 1951, et une démission de son président, en 1954. Ce nouvel Etat est donc très fragile, et l'union avec l'Egypte, en plus de favoriser le sentiment panarabiste, permettrait selon certains dignitaires syriens de stabiliser un Etat vacillant. De plus, ces deux pays présentent de nombreux points communs : ils ont tous les deux une majorité de musulmans sunnites, et furent d'anciens territoires de l'Empire ottoman, puis sous mandat européen, avant de prendre leur indépendance. Ces facteurs semblent donc indiquer qu'une union serait logique.

I/B. La figure de Nasser

Héros du premier conflit israélo-arabe de 1948-49 pour sa défense de la "poche de Falouja", artisan du renversement de la monarchie en 1952, le dirigeant égyptien Gamal Abdel Nasser jouissait d'un immense prestige dans son pays du fait de ses accomplissements, et de ses politiques socialistes et modernisatrices ayant transformé le visage de l'Egypte. Mais sa popularité explose en 1956, lors de la crise de Suez. Le 26 juillet, Nasser annonce nationaliser le canal de Suez, exploité par une compagnie franco-britannique. Ces derniers,

ainsi qu'Israël, lancent une offensive sur l'Égypte le 31 octobre 1956, mais, suite à la réaction négative de la communauté internationale, dont les USA et l'URSS, ils sont forcés de se retirer le 7 novembre. Nasser devient alors aux yeux de tout le Moyen-Orient un héros, une figure de sauveur incarnant la ferveur panarabiste face à l'ingérence occidentale. Il avait donc une grande popularité en Syrie, dirigée par le Parti Baath, en faveur du panarabisme et proche de l'idéologie nassérienne. En effet, ce parti qui signifie littéralement "résurrection arabe" prône lui aussi une forme de nationalisme arabe, et partage des valeurs de socialisme, de laïcité et d'anti-colonialisme qui ont poussé le rapprochement avec l'Égypte. En crise politique, c'est donc logiquement que la Syrie s'est tournée vers l'homme qui incarnait le salut du Moyen-Orient.

I/C. Le contexte de la Guerre froide

Depuis 1947, le Moyen-Orient, comme la plupart du globe, est plongé dans le contexte de la Guerre froide. Toutefois, l'Égypte s'est vite positionnée en pionnière du mouvement des "non-alignés" lors de la conférence de Bandung de 1955, refusant de prendre parti pour le bloc occidental ou soviétique. Ainsi, la République Arabe Unie représente une volonté de limiter l'influence de l'ouest au Moyen-Orient, surtout face à "l'axe hachémite" de l'Irak et de la Jordanie, pro-occident. L'Irak est par exemple membre du Pacte de Bagdad depuis le 24 février 1955, organisation diplomatique comportant l'Irak, l'Iran, la Turquie, le Pakistan, mais aussi le Royaume-Uni, et les États-Unis à partir de 1958. Cependant, la crainte principale est celle de l'influence soviétique sur la région. Le Parti Communiste Syrien est très influent et bien organisé ; par ailleurs, la nomination en 1957 du sympathisant communiste Afif al-Bizri à la tête de l'armée syrienne provoqua de fortes réactions internationales, les USA ayant tenté d'organiser un coup d'État afin de déstabiliser le PCS, lors de la "crise de 1957". Ainsi, face à la menace communiste, Nasser refusa l'union dans un premier temps, face à une délégation syrienne composée du président Shukri al-Quwatli et du premier ministre Khadid al-Azm, tant que les communistes n'auront pas été purgés en Syrie. A ceci, les Syriens répondirent qu'au contraire, l'union serait le seul moyen d'éradiquer cette menace. Bien que réticent à l'origine, Nasser accepte donc le projet d'unification, au vu du danger que représenterait une révolution communiste en Syrie.

II/A. Les modalités de l'union

Le 12 janvier 1958, une délégation militaire syrienne se rend au Caire pour demander officiellement l'union à Nasser. Ce dernier accepte, sous trois conditions ; que cette décision soit plébiscitée dans les deux pays, une démilitarisation de la Syrie, dont l'armée n'aurait plus le droit d'intervenir en politique, et la dissolution des partis syriens au profit d'un parti unique comme en Égypte. Ces deux dernières conditions sont perçues comme très désavantageuses par les syriens, qui les désapprouvent grandement, mais acceptent quand même, notamment en raison du prestige de Nasser. Le 31 janvier, l'accord est officialisé, et la République Arabe Unie est proclamée le 1er février 1958. Un plébiscite vient la confirmer le 21 février : il est très nettement positif. En Égypte, 92% des votants sont en faveur de la nouvelle république, et entre 93% et 98% des Syriens se prononcent pour l'union. Le lendemain, le 22 février, Gamal Abdel Nasser est officiellement déclaré président de la République Arabe Unie.

II/B. Le fonctionnement des institutions

La République Arabe Unie est divisée en deux provinces ; la province Nord, la Syrie, et la province Sud, l'Égypte. Ces deux provinces partagent alors le même drapeau, la même langue officielle - l'arabe, la même monnaie et la même armée. Ils concourent également sous la même bannière lors d'événements sportifs tels que les Jeux Olympiques de Rome en

1960. Le 5 mars 1958, une constitution provisoire est adoptée. Le gouvernement y est alors composé de quatre vice-présidents, deux Egyptiens et deux Syriens, neuf ministres et deux conseils exécutifs. Quant à l'Assemblée Nationale, la constitution dispose, s'agissant des députés, que "pour la moitié, ils seront choisis parmi les membres de la Chambre syrienne des députés et de l'Assemblée Nationale égyptienne". Toutefois, les premiers signes de la domination égyptienne commencent déjà à apparaître : Nasser est le président, et la capitale se situe au Caire, en Egypte. Le 12 mars, tous les partis syriens sont dissous, remplacés par le parti unique de l'Union Nationale, ce qui provoque notamment le mécontentement des élites du parti Baath.

II/C. Les premières réactions internationales

Grand succès en Egypte et en Syrie, la République Arabe Unie l'est tout autant dans le reste du Moyen-Orient. Lors de sa proclamation le 1er février 1958, plus de 300 000 Libanais se rendirent à Damas pour écouter le discours d'inauguration de Gamal Abdel Nasser, prouvant l'engouement autour du projet. En effet, de nombreuses communautés au sein du Moyen-Orient souhaitent y être intégrées, notamment au Liban. Depuis le "Pacte National" de 1943, le Liban est systématiquement dirigé par un président chrétien, et un premier ministre sunnite. Mais, les chrétiens dominant également l'Assemblée libanaise, de nombreux musulmans se sentaient lésés en non-représentés, donc étaient en faveur de rejoindre la RAU. En Irak, de nombreuses manifestations éclatèrent, les Irakiens revendiquant une adhésion de l'Irak à la RAU, ainsi que la fin du Pacte de Bagdad, ce qui mena à la chute du gouvernement de Nouri Saïd le 14 juillet 1958. En réponse à l'union entre l'Egypte et la Syrie, l'Irak et la Jordanie annoncèrent eux aussi une union, la Fédération Arabe d'Irak et de Jordanie, ouvertement pro-occidentale, mais celle-ci fut dissoute le 21 août 1958, suite au coup d'Etat de juillet en Irak. Le 8 mars 1958, le Yémen du Nord annonce rejoindre la RAU pour former la Confédération des Etats Arabes Unis ; la République Arabe Unie joue donc d'un grand prestige et d'une forte attractivité dans tout le Moyen-Orient. Le 8 mai 1958, le drapeau de la RAU est hissé sur la citadelle de Tripoli au Liban : c'est le début de la "crise de 1958", insurrection menée par les militants pro-RAU Foued Chebab et Rachid Karamé, qui obtinrent le soutien économique et même militaire de la Syrie. Suite à cela, le président Camille Chamoun est forcé à démissionner à l'issue de son mandat, malgré une tentative d'intervention américaine pour contenir la situation ; Foued Chebab est nommé président du Liban, et Rachid Karamé en devient le premier ministre. Mais le bilan de ce conflit, faisant entre 4 000 et 6 000 morts, ternit déjà le rayonnement international de la République Arabe Unie.

III/A. La montée de l'autoritarisme nassérien

Très vite, face à la montée des politiques autoritaires, les Syriens réalisent que leur pays ressemble plus à une province administrée par l'Egypte qu'à un Etat indépendant. En effet, l'Egypte concentre tous les pouvoirs, et accroît graduellement sa domination sur la Syrie. Deux tiers des députés de l'Assemblée Nationale sont par exemple égyptiens : la Constitution prévoyait qu'ils seraient "pour la moitié [...] choisis" entre les députés syriens et égyptiens, mais cela ne signifie pas que la répartition serait équitable. De plus, de nombreux hauts dignitaires syriens, pas seulement les communistes, sont évincés du pouvoir, à la manière des élites du parti Baath. Ainsi, 7 ministres sur 13 du ministère syrien de l'industrie sont égyptiens, tout comme 4 représentants de l'Autorité Pétrolière Syrienne. De plus, les nombreuses réformes agraires initiées par Nasser, calquées sur le modèle égyptien, se retrouvent parfois inadaptées au fonctionnement de l'agriculture en Syrie. Suite aux mesures socialistes telles la réduction de la journée de travail, des taux d'intérêt des petits agriculteurs, ou encore de la surface agricole cultivable maximale, les riches propriétaires syriens font

entendre leur mécontentement. Accompagnés de nombreux notables du pays, ils partent en exil, notamment au Liban.

III/B. La fin de l'expérience de la RAU

L'armée elle aussi est touchée par de grandes réformes, dont son interdiction d'intervenir en politique. De plus, de nombreux hauts dirigeants syriens refusent d'obéir directement à Nasser, dont ils ne reconnaissent pas la légitimité. Ils développent donc, comme une grande partie de la population, un profond ressentiment vis-à-vis des politiques égyptiennes. En 1961, suite à la grande politique de nationalisation menée par Le Caire, visant les banques, les compagnies d'assurances, l'industrie lourde et les entreprises d'import-export, les Syriens se soulèvent. Le 28 septembre, un coup d'Etat est organisé à Damas, et la Syrie annonce se retirer de la RAU. Nasser ne réprime pas le coup, pour ne pas nuire à son image de leader du monde arabe, et accepte la sortie de la Syrie, suivie par celle du Yémen : c'est la fin de la République Arabe Unie.

III/C. Les conséquences géopolitiques de l'échec de la RAU

Échec sur le plan national et international, la République Arabe Unie n'aura pas duré longtemps. Son prestige initial est entaché dès 1958 ; à l'origine favorable, le nouveau régime irakien d'Abdel Karim Kassem refuse d'intégrer la RAU pour conserver son autonomie, et engage un rapprochement avec l'Union Soviétique. Nasser réitère sa tentative d'union avec l'Irak en 1963, mais c'est un nouvel échec. Cette époque marque la fin du rêve panarabiste au Moyen-Orient, et soulève la question de la réalisation de cet objectif : projet réaliste ou utopie ? Pour de nombreux experts, cette union entre deux pays ne partageant aucune frontière commune, et dont les différences semblent surpasser les points communs, n'était pas tenable sur le temps long. Et en effet, à partir des années 1970, le panarabisme s'essouffle, au profit des sentiments nationaux, qui prédominent toujours aujourd'hui. Avec la chute de l'Empire ottoman, le panarabisme est monté en importance ; mais, un siècle plus tard, aucun de ces projets n'a abouti à un Etat stable et durable au Moyen-Orient, ce qui permet d'en questionner la portée historique.

Conclusion /

En somme, ce projet d'union déjà chancelant à l'origine - Nasser accepte l'union sous la menace d'une révolution communiste et pas par conviction - n'aura duré que trois brèves années avant de s'essouffler. Les experts syriens citent trois raisons majeurs à l'échec de la République Arabe Unie ; la centralisation de l'Etat et la bureaucratie nassérienne laissant peu de place au peuple, surtout au peuple syrien ; la volonté de fédérer le Moyen-Orient autour d'un modèle qui n'en possédait ni les capacités économiques ni militaires ; et l'absence de réelle démocratie et vie politique. L'expérience de la République Arabe Unie nous permet de nous interroger sur la postérité du panarabisme, et ses conditions réelles d'application. Malgré de nombreuses tentatives de Nasser et de ses successeurs, à l'image du projet d'Union des Républiques Arabes entre la Libye, l'Egypte et la Syrie en 1971, jamais mis en pratique officiellement, le panarabisme déclina lentement à partir des années 1970, laissant la place aux mouvements nationalistes.